



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Unité départementale des Alpes Maritimes
Tour Hermès, 64-66 route de Grenoble,
06200 NICE

Nice, le 13/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



STEP CAGNES/MER - SYMISCA

8 Avenue de la Gare
06800 Cagnes-sur-Mer

Référence : 2023_410
Code AIOT : 0006413206

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2023 dans l'établissement STEP CAGNES/MER - SYMISCA implanté 8 Avenue de la Gare 06800 Cagnes-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du recatement de l'arrêté préfectoral complémentaire autorisant le fonctionnement de la nouvelle station épuration de Cagnes-Sur-Mer. Les autres points non traités lors de cette inspection ont été regardés pour la majeure partie d'entre eux dans le cadre de l'action nationale méthanisation qui fait l'objet du rapport n° 2023_409.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEP CAGNES/MER - SYMISCA
- 8 Avenue de la Gare 06800 Cagnes-sur-Mer
- Code AIOT : 0006413206
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation traite notamment les boues internes au site de production et les boues externes de la station de traitement de Saint-Laurent-du-Var.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Pollutions atmosphériques (odeurs, prélèvements et consommation d'eau)
- Prévention des risques technologiques (canalisations, zonage ATEX, astreinte)
- Conditions d'exploitation (formations, réception des matières...)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « **avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « **susceptible de suites administratives** » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « **sans suite administrative** ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caractérisation préalable des matières	AP Complémentaire du 05/08/2021, article 7.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 05/08/2021, article 30	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Réception des matières	AP Complémentaire du 05/08/2021, article 7.6	/	Sans objet
3	Conditions d'exploitation	AP Complémentaire du 05/08/2021, article 8.1	/	Sans objet
4	Prévention pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 05/08/2021, article 14	/	Sans objet
5	Prévention pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 05/08/2021, article 17	/	Sans objet
6	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 05/08/2021, article 21	/	Sans objet
7	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 05/08/2021, article 25	/	Sans objet
9	Prévention des nuisances sonores et des vibrations	AP Complémentaire du 05/08/2021, article 32	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas formalisé l'organisation de son astreinte et ne respecte pas totalement la prescription relative à la caractérisation des matières entrantes. L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ces 2 points.

Par ailleurs, l'exploitant ne dispose pas de programme de maintenance préventive et de vérifications périodiques, ce point fait déjà l'objet d'une proposition de mise en demeure dans le rapport n° 2023_409.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractérisation préalable des matières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2021, article 7.2
Thème(s) : Autre, Caractérisation des matières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.</p> <p>Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur, une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.</p> <p>L'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- source et origine de la matière ;- données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matière organique ;- dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n°1774-2002, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement CE n° 1774-2002, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ;- l'apparence (odeur, couleur, apparence physique) ;- conditions de leur transport ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site. <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté les cahiers des charges (conventions) d'acceptation des matières sur le site qu'il reçoit de ses deux uniques fournisseurs. Ces conventions précisent bien la qualité des produits admissibles attendus.</p> <p>L'exploitant précise que son installation ne reçoit exclusivement que des matières de deux fournisseurs et que les matières sont toujours les mêmes. Ainsi, les conventions détaillées précitées correspondent aux informations préalables prenant en compte l'origine, la composition, l'apparence... et que ces paramètres sont vérifiés par le producteur. Si une caractéristique est non conforme, les boues ne sont pas transportées.</p> <p>Néanmoins, les conventions ne précisent pas l'ensemble des informations attendues et notamment le code déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Ainsi, l'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription ci-dessus. Ce point est pris en compte dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au rapport n°2023_409.</p> <p>L'exploitant a également présenté le tableau de suivi des boues reçues sur site. Ce suivi précise notamment la date, le fournisseur et la quantité reçue.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Réception des matières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2021, article 7.6
Thème(s) : Autre, Contrôle des matières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un dispositif de pesée des matières entrantes. En cas d'indisponibilité du dispositif de pesée, l'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base : <ul style="list-style-type: none">- des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ;- ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée, décrite et justifiée par l'exploitant. Toute admission de matières fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats.
Constats : L'exploitant est équipé d'un pont à bascule à l'entrée du site permettant la pesée. L'exploitant a présenté la procédure "Estimation de pesée en cas de défaillance du dispositif". Cette procédure précise les modalités d'estimation selon les matières. Au niveau du pont à bascule est présent un détecteur de radioactivité. Depuis le début de l'exploitation, le système n'a pas relevé de radioactivité. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2021, article 8.1
Thème(s) : Autre, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le premier démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention. [...] A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.
Constats : L'exploitant indique que le suivi des formations et de leur validité est centralisée par le service QSE au niveau régional. L'exploitant précise que pour chaque personnel, un passeport de formations obligatoires est établi en cohérence avec ses fonctions (électrique, CATEC, ATEX, conduite ESP, formations extincteurs...). En plus de ses formations, l'exploitant dispense des sensibilisations aux risques de l'installation et notamment sur le risque incendie et sur la conduite à tenir en cas d'incidents/accidents. L'inspection a demandé par sondage à regarder le passeport de formations d'un employé. L'inspection a consulté les attestations de formation et a constaté qu'il avait suivi l'ensemble des formations obligatoires à son poste. L'inspection a également constaté que les durées de validités de ces formations étaient conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2021, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes, et éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.</p> <p>Il réalise à cet effet un dossier consacré à cette problématique, joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 28, qui comporte notamment la liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, et qui mentionne le débit d'odeur correspondant.</p> <p>Le dossier comprend une étude de dispersion atmosphérique qui prend en compte les conditions locales de dispersion des polluants gazeux et permet de déterminer les débits d'odeur à ne pas dépasser pour permettre de respecter l'objectif de qualité de l'air mentionné au paragraphe suivant et d'assurer l'absence de gêne olfactive notable aux riverains, en référence à l'état initial olfactif du site avant la mise en place de l'installation.</p> <p>Le débit d'odeur rejeté, tel qu'il est évalué par l'étude, doit être compatible avec l'objectif suivant de la qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans l'étude d'impact au niveau des zones d'occupation humaine dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE/m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2%. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de méthanisation et de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.</p> <p>L'exploitant réalise une campagne de mesure des débits d'odeurs après avoir élaboré son dossier relatif à la problématique odeur précitée et dès que possible lorsque l'installation fonctionnera à pleine charge dans la limite d'un an après sa mise en route. Cette mesure est renouvelée tous les 5 ans ou à la demande de l'inspection de l'environnement (cas de plainte ou signalement). Les bilans de ces campagnes sont transmises à l'agence régionale de santé.</p> <p>L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'Inspection des installations classées et de l'agence régionale de santé un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.</p> <p>Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.</p> <p>L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible, et ceci tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz. À cet effet, si le délai de traitement des matières susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés.</p> <p>La sortie des flux d'air vicié est monitorée en continu grâce à des capteurs d'H₂S, Mercaptans et NH₃ et reliés à la supervision centralisée de l'usine opérée par l'exploitant. En cas de dépassement des seuils autorisés de H₂S/NH₃/Mercaptans, une alerte est immédiatement envoyée via la supervision et le système de télétransmission à un agent d'exploitation qui intervient 7j/7 et 24h/24 pour effectuer des opérations d'urgence. L'agent d'exploitation se déplace sur site ou intervient à distance pour déterminer l'origine du problème et y remédier.</p>

<p>Constats : L'exploitant enregistre en temps réel depuis le début du fonctionnement de l'installation les mesures de débit d'odeurs. Le contrat passé avec la société partenaire permet également d'avoir une vision sur l'orientation du panache en fonction du vent. Par sondage, l'inspection a constaté que les mesures du mois dernier sont largement inférieures au seuil réglementaire. Cela est notamment dû au fait que l'ensemble de l'installation est fermé et mis en dépression. L'exploitant a présenté son registre de plaintes qui précise bien la date, la provenance de la plainte, la description, la ou les actions engagées et la cause supposée. Aucune plainte n'a été enregistrée en 2023. En 2022, 3 plaintes ont été reçues par la même plaignante en octobre 2022 concernant la présence d'odeurs autour du site. Après analyses et constats, il s'est avéré que les odeurs ne provenaient pas de la STEP.</p> <p>L'exploitant a présenté le cheminement des camions dans l'installation. A part la pesée, aucune opération n'a lieu en dehors des locaux. Les camions circulent dans un seul sens et ne peuvent décharger que lorsque les portes du sas sont fermées. Par ailleurs, l'ensemble des locaux sont mis en dépression empêchant ainsi l'air de sortir.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant surveillait continuellement la sortie des flux d'air. Par sondage, l'inspection a consulté les données de surveillance : aucun dépassement d'H₂S ou NH₃ n'a été constaté.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport n° 2106EL7P0000037 (essais de garantie de la station de traitement des eaux résiduaires de Cagnes-sur-Mer) du 11/02/2022 réalisé par SOCOTEC. Les chapitres 12 – Cartographie d'odeur – ENVIRONNEMENT'AIR et 13 – Concentrations d'odeur en limite de propriété - présentent une caractérisation de l'impact olfactif par le biais d'une cartographie et deux analyses d'unité d'odeur qui concluent à un impact olfactif nul pour les deux sites de traitement.</p> <p>L'exploitant n'a cependant pas joint au programme de maintenance préventive le dossier consacré à la problématique des nuisances odorantes. Ce point fait déjà l'objet d'une proposition de mise en demeure dans le rapport n° 2023_409 portant sur le programme de maintenance préventive.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2021, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements, rejets et consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée d'un bassin étanche qui doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.</p>
<p>Constats : Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté la présence du bassin au bout du site en partie sud-ouest. Le bassin est revêtu d'une bâche imperméable. Le bassin dispose d'une vanne de fermeture afin d'isoler le site si besoin. L'exploitant indique que la vanne est par défaut en position fermée. Lors de la visite de l'installation, le bassin présentait un faible niveau d'eau correspondant aux pluies et quelques végétaux : l'exploitant indique procéder régulièrement au nettoyage du bassin.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2021, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Repérage des canalisations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (norme NF X 08 100) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan établi en application des dispositions de l'article 6.6 (conditions générales d'aménagement des installations) du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté par sondage que les canalisations sont correctement étiquetées selon la norme précitée. Pour exemple, la canalisation de "Gaz Digestion (CGD)" est bien de couleur jaune-orangé moyen. L'exploitant a également présenté le plan d'ensemble du site n° OTV-ENN-PG-B-940 du 01/04/2020 faisant apparaître les différents réseaux (eaux brutes, eaux traitées, eaux sales, boues, eaux chaudes, biogaz ...). La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2021, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Tout opérateur entrant dans une zone confinée à risque ATEX ou toxique a l'obligation de porter un détecteur portatif multigaz (CH₄, H₂S, O₂, CO₂) qui doit être vérifié avant chaque utilisation à l'aide d'une station de calibrage automatique, ou à défaut doit être calibré par un tiers à une fréquence trimestrielle. Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'Unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 28.</p> <p>Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les installations électriques des dispositifs de sécurité (torchère notamment) et les équipements nécessaires au fonctionnement du procédé sont raccordés à une alimentation de secours électrique dédiée à l'unité de méthanisation. Les installations électriques et alimentations de secours sont installées en dehors de tous endroits à risque d'inondation et en dehors de toutes aires où cuvettes de rétention. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les matériaux isolants installés dans un emplacement avec une présence d'une atmosphère explosive (membrane souple, etc.) sont conçus pour être de nature antistatique selon les normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...).</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le plan de zonage ATEX de son installation. Les zones ATEX correspondent notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none">- la torchère,- le local bennes à boues déshydratées,- les digesteurs,- la chaufferie. <p>L'exploitant a également transmis la note OTV NT B 1000 du 20/04/2020 sur l'élaboration du zonage ATEX de l'installation.</p> <p>Dans chacune des zones identifiées, l'exploitant a procédé également à l'identification des équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique. Ces équipements sont bien indiqués sur les différents plans de l'installation. Un contrôle d'adéquation des équipements et de leur mise en œuvre vis-à-vis de la réglementation ATEX a été réalisé par le bureau ALPES CONTROLES le 8 mars 2021 qui conclut à la conformité des installations.</p> <p>Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté par sondage qu'au niveau de la torchère et de la porte menant aux digesteurs, l'affichage du risque ATEX du local ou de la zone était bien présent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2021, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Astreinte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une astreinte 24h/24 est organisée sur le site de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Cette sous-traitance est obligatoire dès lors que l'exploitant n'a désigné, hors sous-traitance, qu'une seule personne pour la surveillance du site. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir sur site dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolât susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'Inspection des installations classées.
Constats : L'astreinte est composée de 3 personnes en permanence (1 cadre et 2 agents techniques). Chaque personne est d'astreinte pendant une semaine. L'exploitant indique qu'avant de faire partie de l'équipe d'astreinte, la personne doit avoir plusieurs mois d'ancienneté. Il n'y a pas de formation spécifique astreinte. L'exploitant précise qu'il n'y a pas de personnel sur place la nuit et les weekends : la surveillance de l'installation se fait de façon indirecte avec notamment la remontée d'alarme à distance. L'exploitant indique être en capacité d'intervenir sur site dans un délai maximum de 30 minutes. L'exploitant n'a pas notifié l'organisation de l'astreinte mise en place à l'inspection des installations classées. L'inspection propose à monsieur le préfet des Alpes-Maritimes de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription ci-dessus en transmettant la procédure d'astreinte mise en place. Ce point est pris en compte dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au rapport n°2023_409.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2021, article 32		
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : 32.1 Valeurs limites d'émergence Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 db (A) et inférieur ou égal à 45 db (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 db (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
32.2 Mesures périodiques des niveaux sonores Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les trois ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.		
Constats : L'exploitant a transmis le rapport n° 2106EL7P0000037 (essais de garantie de la station de traitement des eaux résiduaires de Cagnes-sur-Mer) du 11/02/2022 réalisé par SOCOTEC. Le chapitre 14 - mesures acoustiques - présente le rapport des mesures de bruit en limite de propriété et en zone d'émergence réglementée qui a fait état d'émissions sonores conformes aux valeurs limites d'émergence.		
L'exploitant a bien réalisé une mesure de bruit un an au maximum après la mise en service de l'installation et aucun dépassement des valeurs réglementaires n'a été relevé.		
La prescription est respectée.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		